



ENSEMBLE POUR LES DROITS HUMAINS

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014
SECTION SUISSE

AMNESTY
INTERNATIONAL





De gauche à droite : Nabie Vandie, président d'Amnesty Sierra Leone, à l'Assemblée générale, Berne, mai ; lancement de la campagne My Body My Rights, Lausanne, mars ; inauguration du Bureau de Genève avec Salil Shetty, directeur d'Amnesty International, novembre ; troisième camp d'actions pour les droits humains avec quatre participant-e-s suisses, Sofia, juillet. Couverture, de gauche à droite, de haut en bas : Marathon des lettres, Berne, décembre ; action contre la torture, Rencontre européenne des jeunes, Varsovie, juillet ; rencontre de jeunes militant-e-s de la Section suisse, Yverdon, septembre ; étudiante suisse à la CEDH, Strasbourg, mai ; action pour la campagne Stop Torture, Genève, octobre ; lancement de la campagne My Body My Rights, Lausanne, mars.

ENSEMBLE CONTRE L'INJUSTICE

Amnesty International a été fondée en 1961 comme un mouvement de personnes qui se battent pour les droits d'autres personnes. Depuis, le spectre de ses activités n'a cessé de se développer. Mais la vision qui sous-tend son action est restée la même : un monde dans lequel tous les droits humains sont valables pour chacun, indépendamment de son origine, de son genre ou de son statut social. Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de tout parti politique, de tout intérêt économique ou croyance religieuse. Ses activités sont financées par les cotisations de ses membres, des dons et des subventions privées. En 1977, l'organisation a reçu le prix Nobel de la paix.



CE SONT MES DROITS, JE LES PROTÈGE

« Les droits humains protègent ma liberté et ma sécurité, alors je les protège. » C'est le message que nous avons transmis aux habitant-e-s de notre pays durant notre campagne pour la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), l'an dernier. 42 conférences publiques, 96 actions organisées par nos groupes pour diffuser les 100 000 exemplaires de notre journal de campagne, 24 formations, 4000 participant-e-s à notre concours, dont 70% n'étaient pas encore des sympathisant-e-s de notre organisation : rarement une campagne d'Amnesty International avait connu une telle ampleur en Suisse.

C'est parce que celle-ci était d'une actualité brûlante, avec le lancement annoncé d'une initiative qui veut que la Suisse dénonce la CEDH. « Ceux qui veulent nous ôter la Cour de Strasbourg veulent nous priver de nos droits fondamentaux », avait déclaré Dick Marty, ancien parlementaire, lors de notre Assemblée générale à Berne. Nous allons donc poursuivre notre engagement pour mieux faire connaître la Cour européenne des droits de l'homme et rappeler qu'elle protège chacun-e d'entre nous, en nous donnant l'opportunité de contester les décisions arbitraires de notre Etat. Une chance unique au monde pour les 800 millions d'habitant-e-s du continent européen.

A l'heure où les droits fondamentaux sont remis en cause dans notre propre pays, à l'heure où certains partis politiques voudraient nous faire croire que ces droits sont des obstacles à la volonté du peuple, nous montrons qu'au contraire, la démocratie et les droits humains vont de pair : seul un Etat de droit, où la justice s'applique de façon équitable à tous les individus, est la garantie même de la démocratie.

Sans votre engagement inlassable, jamais nous n'aurions pu mener une telle campagne. Que vous soyez militant-e-s, membres, donateurs et donatrices, nous vous remercions chaleureusement de votre soutien passé et à venir, car la cause des droits humains mérite plus que jamais d'être défendue.



© Valérie Châtelet

Manon Schick,
directrice de la Section suisse
d'Amnesty International

M. Schick

AMNESTY DANS LE MONDE

Amnesty est intervenue en de nombreux endroits à travers le monde. Dans l'Est de l'Ukraine, nous avons documenté les violations commises tant par les forces séparatistes pro-russes que par des milices ukrainiennes. Au Mexique, nous nous sommes mobilisé-e-s contre le bilan catastro-

phique du président Peña Nieto, et avons demandé que justice soit faite en lien avec la disparition forcée des 43 étudiant-e-s d'Iguala. En Afrique subsaharienne, nous avons documenté les crimes effroyables commis par le groupe islamiste Boko Haram au Nigéria. Au Moyen-Orient, nous avons révélé le nettoyage ethnique contre les Yezidi-e-s, les chrétien-ne-s et d'autres minorités, entrepris dans les régions contrôlées par l'Etat islamique. Et nous avons montré comment le conflit persistant en Syrie, qui a poussé quatre millions de personnes hors de leur pays, mettait en difficulté les pays limitrophes, qui ont accueilli l'écrasante majorité d'entre elles. Amnesty s'est engagée pour une plus grande solidarité européenne envers les réfugié-e-s syrien-ne-s. En réponse aux milliers de migrant-e-s mort-e-s en Méditerranée, l'organisation a aussi demandé que l'Europe soutienne l'Italie dans les opérations de sauvetage en mer et l'accueil des réfugié-e-s à

travers une réforme du système de Dublin.

Plus de 7 millions de personnes soutiennent Amnesty dans le monde à travers leur engagement actif, en tant que membres et/ou avec des dons. L'organisation possède des bureaux dans 80 pays à travers le monde. Pour tirer profit de nouvelles synergies, nous avons réuni en un seul bureau à Genève le bureau régional romand de la Section suisse et celui du Secrétariat international dédié au travail auprès des Nations unies.

En 2014, Amnesty International a poursuivi le processus visant à décentraliser ses structures pour les rendre plus présentes au Sud et à l'Est. Un bureau régional a été ouvert à Mexico et deux autres sont prévus en Amérique latine et en Asie du Sud-Est pour 2015.

Un soldat ukrainien posté en surveillance lors des élections parlementaires, région de Lugansk, octobre.



© AFP/Getty Images/Anatolii Bohko

AMNESTY EN SUISSE

Comité exécutif

(Elu pour deux ans par l'Assemblée générale)

Laurette von Mandach (présidente depuis avril 2010, réélue en 2014)

Rahel Fischer (élue en 2004, jusqu'en mai 2014)

Hans Markus Herren (élu en 2008, réélu en 2014)

Pierre-Antoine Schorderet (élu en 2011, réélu en 2013)

Xenia Rivkin (élue en 2011, réélue en 2013)

Jean-Sébastien Blanc (élu en 2012, jusqu'en mai 2014)

Ingeborg Schwarz (élue en 2012, réélue en 2014)

Tanja Zangger (élue en 2012, réélu en 2014)

Stefanie Rinaldi (élue en 2014)

Diana Rüegg (élue en 2014)



Direction

Manon Schick, *directrice générale*

Samuel Schürch, *Services centraux, successeur de Susanne Preisig*

Christine Heller, *Campagnes, successeuse de Bruno Riesen*

Stella Jegher, *Médias Lobbying*

Ricarda Waterstrat, *Formation/Travail jeunesse*

Marcel Hagmann, *Récolte de fonds/Marketing*

Collaborateurs et collaboratrices

Collaborateurs et collaboratrices (avec les membres de la direction)

51

Total des postes

3925%

Stagiaires et civilistes

11

Bénévoles au secrétariat

25

Base

Membres de la Section suisse (total)

47873

Donateurs et donatrices*

80084

Militant-e-s d'un des 81 groupes

1984

Travail bénévole réalisé en heures

ca. 110000

* Personnes qui ont soutenu financièrement la Section suisse pendant les deux dernières années sans en être membre.

Le Comité exécutif de la Section suisse, de gauche à droite : Ingeborg Schwarz Zuppiroli, Laurette von Mandach, Xenia Rivkin, Tanja Zangger, Hans Markus Herren, Diana Rüegg, Pierre-Antoine Schorderet et Stefanie Rinaldi.

AMNESTY EN ACTION

En 2014, nous avons participé à trois campagnes internationales: en faveur de la liberté d'expression en Russie, pour les droits sexuels et reproductifs et pour l'abolition de la torture à l'échelle mondiale. Au niveau national, nous avons fait campagne sur l'importance de la Convention européenne des droits de l'homme.

Action du groupe jeune de Lucerne en lien avec les Jeux olympiques de Sotchi, Lucerne, janvier.



SOTCHI ET LIBERTÉ D'EXPRESSION EN RUSSIE

Se greffant sur l'attention médiatique générée par les Jeux olympiques d'hiver à Sotchi, la Section suisse d'Amnesty a participé à la campagne pour enrayer la limitation croissante de la liberté d'expression en Russie. La pétition adressée dans ce sens au président Poutine a été signée par 14 000 personnes en Suisse (336 000 signatures dans le monde), et déposée le 30 janvier à Moscou, en présence des directeurs et directrices de l'organisation venu-e-s de toute l'Europe, parmi lesquel-le-s Manon Schick. Nous

avons par ailleurs demandé à Didier Burkhalter de dialoguer avec la Russie sur la base de nos revendications dans le cadre de sa présidence de l'OSCE. Nous nous sommes également adressé-e-s dans ce sens au Secrétariat d'Etat et à la Division sécurité humaine (DSH) du Département fédéral des affaires étrangères. Enfin, nous avons informé la délégation d'athlètes et Swiss Olympic des violations des droits humains ayant cours en Russie.

CEDH: « LA SUISSE À LA CROISÉE DES CHEMINS »

Notre campagne sur l'importance de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) a mobilisé un grand nombre de groupes et de militant-e-s. Nous avons mis sur pied 64 débats et 96 actions de distribution de notre « édition spéciale » consacrée à ce thème, dans la rue et dans les boîtes aux lettres. Les 100 000 exemplaires de ce journal de campagne ont été entièrement écoulés. Nous avons éga-



Discussion sur la CEDH à l'Assemblée générale: Isabelle Neulinger, qui a obtenu gain de cause devant la Cour de Strasbourg, et Manon Schick, directrice d'Amnesty Suisse, Berne, mai.

lement organisé les Assises du journalisme à Lausanne, un voyage avec des étudiant-e-s à la Cour européenne de Strasbourg et des workshops dans des écoles professionnelles, gymnases ou universités. La campagne s'est terminée début décembre avec le tirage au sort du gagnant du concours sur la CEDH. 4 000 personnes y ont pris part.

« MON CORPS, MES DROITS »

Amnesty a poursuivi sa campagne pour les droits sexuels et reproductifs.

tifs, entamée en 2013, sous la devise « Mon corps, mes droits ». Nous avons soutenu trois pétitions internationales (sur le Népal, le Maghreb et le Salvador) et organisé 30 actions en Suisse, ainsi qu'un concours avec le groupe 77 Bombay Street. La campagne a déjà récolté d'importants succès: l'adoption par le Népal d'un Plan d'action qui prévoit des mesures pour lutter contre le prolapsus utérin;



Lancement de la campagne My Body My Rights, Berne, mars.

l'annonce de nouvelles lois contre la violence basée sur le genre en Tunisie et en Algérie; et la levée de l'interdiction de l'interruption de grossesse en République dominicaine.

PREMIERS SUCCÈS DE LA CAMPAGNE « STOP TORTURE »

Plus de cinquante sections et plus de 750 000 personnes se sont engagées pour la campagne mondiale contre la torture. En Suisse, celles qui y ont participé sont aussi très nombreuses: nous avons récolté 20 000 signatures pour la pétition internationale et organisé trente actions et vingt débats. Les rapports sur la torture au Mexique, au Nigéria et aux Philippines ont obtenu une bonne attention médiatique et ont été suivis de rencontres importantes avec les gouvernements concernés. La libération d'Ángel Colón (Mexique), la mise en route d'enquêtes suite aux accusations de torture prononcées par Ali Aarrass (Maroc) et Alfreda Disbarro (Philippines), et des changements dans le cas de Moses Akatugba (Nigéria) comptent parmi les premiers succès. La campagne a aussi permis



Action Stop Torture centrée sur l'Ouzbékistan, Genève, octobre.

des avancées au niveau politique. Le Nigéria, le Maroc, les Philippines et le Mexique ont pris davantage de mesures pour améliorer la protection de leurs citoyen-ne-s contre la torture. Et l'Union européenne a adopté une résolution très critique sur cette pratique en Ouzbékistan.

ENGAGEMENT POUR DES CAS INDIVIDUELS

A côté des campagnes sur des thèmes, Amnesty s'est aussi engagée très concrètement pour des cas individuels. En 2014, l'organisation

a lancé ou actualisé 616 « actions urgentes » pour des personnes en danger imminent. Un grand nombre de militant-e-s se sont engagé-e-s pour des prisonniers et prisonnières d'opinion et des défenseurs et défenseuses des droits humains menacé-e-s. Dans le cadre du traditionnel Marathon des lettres, nous avons récolté plus de 21 000 lettres (papier) et signatures (en ligne) pour des victimes de la torture en Chine, en Ouzbékistan, aux Etats-Unis, au Nigéria, au Venezuela et en Arabie saoudite. Nous nous sommes également engagé-e-s pour des cas individuels en Suisse: notre experte a traité 80 dossiers de requérant-e-s d'asile, auxquels s'ajoutent de nombreux conseils téléphoniques. Notre intervention a abouti à une décision positive dans 14 cas.

FORMATION ET TRAVAIL JEUNESSE

Les actions dans le domaine de la formation et du travail jeunesse ont été optimales. A côté d'offres spécifiques pour les membres, nous avons organisé de nombreux cours publics. Nous avons continué à collaborer avec des

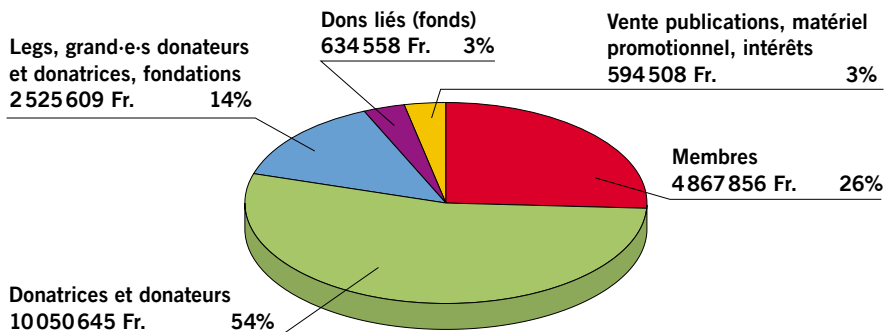
enseignant-e-s et des hautes écoles pédagogiques. Depuis novembre 2014, nos cours sont certifiés eduQaa. Nos formatrices et formateurs ont donné des cours dans des écoles professionnelles, des gymnases et des paroisses. De nouveaux supports de cours pour l'enseignement des droits humains sont à disposition des enseignant-e-s sur notre site web. Le projet AMNESTY YOUTH a été lancé avec succès et

compte plus de 1400 membres qui viennent renforcer la communauté des groupes Jeunes et Hautes écoles. Les rencontres nationales des jeunes ont permis de renforcer leurs capacités et les liens qui font d'AMNESTY YOUTH une vraie communauté.

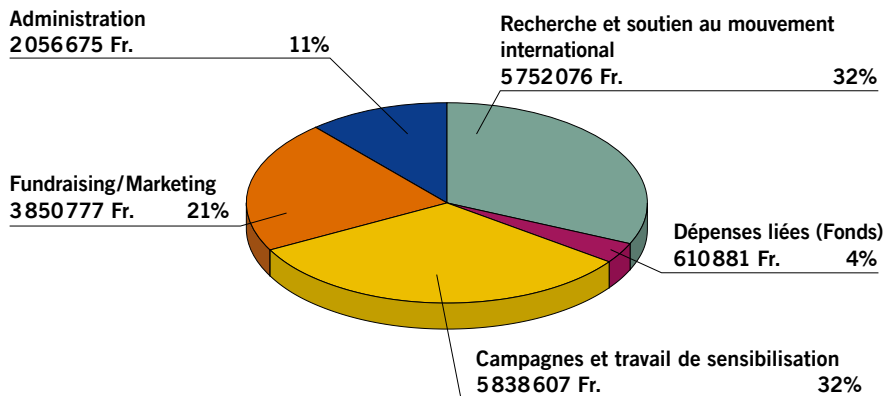
Workshop d'éducation aux droits humains « Esperanza »
avec des scouts de Lucerne, Wyssachen, avril.
En bas: Cours « Dépassez les frontières », Berne, janvier.



ENTRÉES 2014 – TOTAL FR. 18 673 175



DÉPENSES 2014 – TOTAL FR. 18 109 016



RAPPORT DES FINANCES

Amnesty International est financée par ses membres et par des dons, donations et legs privés. Grâce à ce précieux soutien, il nous a été possible, l'année dernière également, d'informer la population suisse, et vous en particulier, sur les violations des droits humains à travers le monde. Par des formes d'actions variées, auxquelles vous avez peut-être pris part personnellement, nous nous sommes mobilisé-e-s avec succès en faveur de personnes menacées dans le monde entier.

Le bilan et le compte d'exploitation contiennent également les entrées et les dépenses des 81 groupes actifs d'Amnesty en Suisse.

ANALYSE DE RISQUES

Le Comité exécutif a effectué une analyse de risques. Les mesures qui en découlent ont été conçues de manière à ce que les risques définis puissent être évités ou que leurs conséquences puissent être minimisées ou répercutées.

BILAN AU 31.12.2014

Section, Groupes et Fonds

La version complète et révisée des comptes 2014, y compris le tableau de financement, le tableau de variation du capital, l'annexe aux comptes annuels ainsi que le rapport de révision, sont disponibles sur le site www.amnesty.ch ou peuvent être commandés auprès du secrétariat d'Amnesty International à Berne.

Actifs	31.12.2014	%	31.12.2013	%
Liquidités	9 152 430	63,7	10 423 734	69,2
Titres	1 056 926	7,4	1 011 573	6,7
Créances de livraisons et prestations	820 855	5,7	2 720 504	18,1
Comptes de régularisation d'actifs	239 190	1,7	268 715	1,8
Actifs circulants	11 269 400	78,4	14 424 526	95,7
Immobilisations financières	2 474 370	17,2	280 500	1,9
Biens mobiliers et informatiques	441 262	3,1	151 647	1,0
Immeuble de bureau	189 248	1,3	209 069	1,4
Actifs immobilisés	3 104 880	21,6	641 216	4,3
Total	14 374 280	100,0	15 065 742	100,0

Passifs	31.12.2014	%	31.12.2013	%
Dettes de livraisons et prestations	169 717	1,2	239 667	1,6
Comptes de régularisation de passifs	583 153	4,1	1 841 576	12,2
Dettes à court terme	752 870	5,2	2 081 243	13,8
Human Rights Relief	298 362	2,1	274 685	1,8
Capitaux des fonds	298 362	2,1	274 685	1,8
Fonds propres des groupes	409 570	2,8	340 787	2,3
Capital lié généré ¹	2 846 711	19,8	2 696 144	17,9
Capital libre généré	1 006 676	70,0	9 672 882	64,2
Capitaux de l'organisation	13 323 048	92,7	12 709 813	84,4
Total	14 374 280	100,0	15 065 742	100,0

Amnesty International est certifiée par ZEW depuis 1992.



Le label de qualité atteste:

- d'un usage conforme au but, économique et performant de vos dons
- d'informations transparentes et de comptes annuels significatifs
- de structures de contrôle indépendantes et appropriées
- d'une communication sincère et d'une collecte équitable des fonds

Les résultats peuvent présenter des différences liées aux arrondis.

¹ Destiné à payer la cotisation 2015 au Secrétariat International

COMPTE D'EXPLOITATION 2014

Section, Groupes et Fonds

Impressum

Rapport d'activité 2014
de la Section suisse
d'Amnesty International

Rédaction:
Nadia Boehlen (responsable),
Pascal Altwegg,
Stella Jegher (édition allemande)

Conception graphique:
www.muellerluetolf.ch

Fotos:
© Amnesty International si rien
d'autre n'est indiqué.

Corrections:
Nicole Edwards, Margarita Voelkle

Impression:
Länggass Druck AG, Berne

Papier:
Cyclus matt offset blanc, recyclé

Tirage:
13370 fr., 36100 all.

	Comptes 2014	%	Comptes 2013	Différence
Membres	4994348	26,7	5217919	-223570
Donatrices et donateurs	11 504 623	61,6	11 327 685	176 938
Legs et dons anonymes	945 138	5,1	2 281 754	-1 336 616
Dons liés	634 558	3,4	557 000	77 558
Human Rights Relief	49 153	0,3	48 899	254
Vente publications et articles promotionnels	370 204	2,0	409 011	-38 807
Produits financiers et autres recettes	177 907	1,0	125 266	52 641
Pertes sur ventes	-2756	0,0	8151	-10907
Total des recettes	18 673 176	100,0	19 975 685	-1 302 509
Contribution à l'organisation internationale ¹	5 612 589	31,0	5 955 523	-342 935
Dépenses liées	610 881	3,4	537 890	72 991
Contribution au Human Rights Relief	35 545	0,2	101 193	-65 648
AI-publications et matériel d'action	3 993 703	22,1	4 115 673	-121 969
Frais de personnel ²	5 604 028	30,9	5 213 328	390 701
Autres frais et charges exceptionnelles	2 203 978	12,2	2 092 871	111 106
Charges financières	48 292	0,3	57 343	-9 052
Total des dépenses	18 109 016	100,0	18 073 822	35 194
Résultat avant l'évolution des fonds et du capital	564 159		1 901 863	-1 337 704
Prélèvements des fonds	610 881		537 890	72 991
Attributions aux fonds	-634 558		-557 000	77 558
Résultat du fonds (- = augmentation / + = diminution)	-23 677		-19 110	4 567
Résultat après l'évolution des fonds	540 482		1 882 753	-1 342 271

Les résultats peuvent présenter des différences liées aux arrondis.

¹ Le Secrétariat International d'AI n'a pas de membres et donatrices/donateurs. Il est financé par les cotisations des sections nationales.

² Les membres du Comité exécutif ne reçoivent pas de compensations pour leurs activités, mais les frais de voyage (fr. 2616.-) sont remboursés.

Dos de couverture:
Action sur la CEDH, Assemblée
générale, Berne, mai.



Amnesty International
Section suisse
Speichergasse 33
Case postale
3001 Berne
Tél. 031 307 22 22
Fax 031 307 22 33
E-mail info@amnesty.ch
www.amnesty.ch
PC 30-3417-8

Amnesty International
Bureau régional romand
Rue de Varembe 1
1202 Genève
Tél. 021 310 39 40
Fax 021 310 39 48
E-mail info@amnesty.ch
CCP 10-1010-6

Amnesty International
Ufficio regionale Svizzera italiana
Corso Elvezia 35
6900 Lugano
Tel. 091 966 34 74
Fax 091 966 34 74
E-mail ufficioregionale@amnesty.ch
CCP 10-1010-6

Amnesty International
Regionalbüro Deutschschweiz
Stauffacherstr. 129
8004 Zürich
Tel. 031 307 22 22
Fax 031 307 22 33
E-Mail info@amnesty.ch